

Bulletin du G.S.I

(Groupe Socialiste Internationaliste)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs
IV° Internationale N°65 - FEVRIER 2007 - 2 EUR



L'Internationaliste

«Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV° Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !»

Un autre monde...



est possible !

Sommaire du n° 65

- ✓ Edito. Importante mobilisation des fonctionnaires le 8 février... et après ? p.2
- ✓ L'orientation active, un grand pas vers la fin de l'enseignement supérieur public. p.3
- ✓ Ni sélection, ni expulsion : FAC pour tous ! p.4
- ✓ Le patronat enfonce le clou. p.5
- ✓ L'arbre qui cache la forêt à la Poste. p.6
- ✓ Election présidentielle de 2007 : quel programme pour les révolutionnaires ? p.7
- ✓ Palestine - Accord Fatah-Hamas... p.9
- ✓ Courrier International n°127 - Le Venezuela : en marche vers le socialisme ? p.10 à 15
- ✓ Vie des sections - Italie - Appel du PdAC contre la base militaire US de l'OTAN à Vicenza. p.16
- ✓ Guinée - Solidarité avec les travailleurs en lutte. p.18
- ✓ Nahuel Moreno : les 20 ans de sa mort. p.19-20

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique
(E-Mail) nouvelle adresse :
contact@gsi-litqi.org

Site Web (nouvelle adresse) :
<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le
24 février 2007

Directeur de la publication :
J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Importante mobilisation des fonctionnaires le 8 février.. et après ?

La journée de mobilisation des fonctionnaires, le 8 février 2007, a réuni plus de 180 000 personnes dans toute la France, dont près de 80 000 à Paris. Officiellement, il y a eu plus de 20% de grévistes dans la fonction publique ; dont près de 50 % dans l'éducation nationale, entraînant la fermeture de plusieurs établissements scolaires. A titre de comparaison, le nombre de personnes ayant défilé cette fois-ci est à peu près similaire à celui de la manifestation des fonctionnaires du 2 février 2006 (à la veille de la mobilisation contre le CPE), une « *journée d'action* » où le taux de grévistes avait été de 18%.

Un premier constat s'impose donc : cette journée (qui faisait suite à la manifestation du 25 janvier ayant regroupé près de 30 000 enseignants à Paris) a bénéficié d'une importante mobilisation.

Une mobilisation qui s'est faite contre la volonté des directions syndicales. Dans une situation politique encadrée par l'élection présidentielle du mois d'avril 2007, ces directions font tout pour que la lutte des classes ne vienne pas perturber la campagne électorale. A cet égard, la prise de position de la FSU, lors de son dernier congrès début 2007, est très emblématique : elle veut « peser » dans le débat des élections présidentielles en s'adressant aux candidats. La FSU adopte cette position alors même que les fonctionnaires en général et les enseignants en particulier font l'objet d'attaques sans précédent : plus de 15 000 suppressions de postes dans la fonction publique (dont 5 500 dans l'éducation nationale), abrogation du décret de 1950 et création de la bivalence pour les enseignants, etc... La CGT adopte une position similaire : dans son communiqué publié le 9 février 2007, elle déclare que « *La journée du 8 février est une réelle contribution syndicale dans ce débat électoral* ».

Les autres directions syndicales ne sont pas en reste. Ainsi, l'appel à la manifes-

tation du 8 février (sorti de l'intersyndicale de l'éducation nationale du 18 janvier 2007) était très vague quant aux objectifs à atteindre à l'occasion de cette journée. L'appel parlait de perte de pouvoir d'achat et de détérioration des conditions de travail, mais sans lier ces problèmes à des revendications concrètes et précises.

Pourtant, la dégradation du service public ainsi que les menaces de démantèlement et de privatisations sont patentes. Le quasi blocage du traitement de base, la réforme des corps et grades de la fonction publique (qui ressemble comme une soeur à celle imposée aux PTT en 1990) et l'explosion de la précarité font peser de lourdes menaces sur le pouvoir d'achat et l'emploi public. Tout cela est très durement ressenti par les fonctionnaires, par les agents de l'Etat et par les précaires de toutes les administrations.

On pourrait aussi parler de l'avenir des retraites, ou bien de la fameuse « *loi de modernisation de la fonction publique* ». Publiée le 6 février au Journal Officiel, cette loi stipule notamment que les fonctionnaires de l'Etat et les militaires pourront désormais « bénéficier » de l'assurance chômage. La chose ayant été remarquée lors du débat à l'Assemblée nationale, les Sainte-nitouche du bureau confédéral et des organisations de fonctionnaires de la CGT se sont discrètement émues et ont demandé des explications au ministère concerné, au Directeur général de l'administration et de la fonction publique. D'après ce monsieur, il s'agit d'une simple mesure « technique » destinée à clarifier la situation des fonctionnaires de l'Etat. De quoi rassurer les dirigeants de la CGT : le Statut de la Fonction publique d'Etat avait grand besoin d'une telle clarification « technique » après 61 ans d'existence (22, dans sa version de 1984) !

Les motifs légitimes de mobilisation ne manquent donc pas, ce qui souligne

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

d'autant plus fortement le scandale des « journées d'actions ». De surcroît, la volonté d'empêcher un 8 février massif s'est ouvertement exprimée dans l'organisation de la manifestation. A Paris, par exemple, deux manifestations distinctes ont été convoquées : celle des cheminots, qui n'avait même pas de préavis de grève ; et celle regroupant les autres fonctionnaires. Les deux cortèges partaient presque du même endroit, arrivaient presque au même endroit, mais n'empruntaient pas le même parcours : comme si les revendications et les intérêts des cheminots étaient différents de ceux des autres fonctionnaires !

Après le succès du 8 février, les directions syndicales continuent de boucher les perspectives de mobilisation pour les travailleurs. Ainsi, l'intersyndicale intervenue suite à cette manifestation n'a même pas proposé de nouvelle date de manifestation : elle en est restée à « soutenir les actions locales académiques durant la période des vacances » mais « n'a pas trouvé d'accord pour lancer un nouvel appel à la grève en mars ». Alors que plus que jamais il faut unifier les luttes, les mobilisations, les revendications, les directions syndi-

cales font précisément le contraire.

Néanmoins, la marge de manœuvre des directions syndicales est de plus en plus étroite. Pour ne prendre que ces dernières années, elles sont montées en première ligne pour empêcher que les mobilisations des jeunes et des travailleurs n'aillent plus loin, notamment lors du mouvement contre la réforme des retraites en 2003 et lors du mouvement contre le CPE en 2006. Et encore, l'unité réalisée lors de ces mobilisations n'a pas émané des directions, elle a été imposée par la détermination des jeunes et des travailleurs !

En définitive, il existe un accord de fond des directions syndicales pour avancer sur la voie du « diagnostique partagé » avec le MEDEF et le gouvernement, accord matérialisé lors de la conférence du 14 décembre dernier sur « l'emploi et les revenus ». Pour les syndicats, cet accord implique de prendre en charge une part importante de la définition et de l'application des « contre-réformes » gouvernementales, celles exigées par les capitalistes et encadrées par les traités et directives européens.

Alors qu'elles s'engagent de plus en

plus ouvertement dans la voie de leur intégration à l'Etat, les directions syndicales, liées pour l'essentiel au PS et au PCF, vont apporter leur « réponse » à l'attente des travailleurs ; réponse qui, dans leur optique, ne doit pas déboucher sur une explosion sociale. De là, le pari risqué des journées d'action à répétition, comme celle du 8 février.

Cependant, l'ampleur de la mobilisation du 8 février 2007, malgré toutes les manœuvres opérées par les directions syndicales, exprime la disposition et la volonté des travailleurs à se saisir de toutes les occasions pour se mobiliser contre les attaques du gouvernement. La proximité des échéances électorales n'y change rien, et c'est bien le problème posé aux dirigeants du PCF et du PS qui, eux, ont déjà entériné les « évolutions » exigées par les capitalistes. Dans l'état actuel des choses, il est donc difficile de prévoir si les directions syndicales réussiront effectivement à contenir la mobilisation des travailleurs. Aussi, il faut s'appuyer sur l'ampleur de la mobilisation du 8 février pour unifier les luttes et stopper les attaques du gouvernement contre les travailleurs.

L'orientation active, un grand pas vers la fin de l'enseignement supérieur public

Le 24 octobre 2006, la « Commission université / emploi », mise en place par de Villepin après le retrait du CPE, rendait son verdict. Les propositions contenues dans le rapport Hetzel constituent, de fait, la poursuite et la fin du processus de destruction/privatisation de l'enseignement supérieur.

La mise en place des pôles d'excellence (voir internationaliste n°63) représente l'achèvement du processus européen de Bologne, traduit en France par la mise en place des ECTS/LMD. Le regroupement / fusion des universités a pour objectif l'émergence d'universités d'élite ultra sélectives (hausse des frais d'inscription...) et qui concentreront l'essentiel des financements de l'Etat. Désormais, les universités non associées à la formation d'un pôle d'excellence se-

ront-elles condamnées, soit à s'adapter (former la jeunesse selon les besoins en main d'œuvre des entreprises à l'échelle régionale, « grâce » aux pôles de compétitivité, par exemple), soit à disparaître.

Les lycéens se trouvent au cœur des attaques contre l'éducation publique. Aussi, pour interdire l'accès à l'enseignement supérieur au plus grand nombre, le gouvernement, par la voix de François Goulard ⁽¹⁾, a offert aux universités la possibilité de procéder, dès février, à une présélection de leurs futurs étudiants. D'ores et déjà, 59 universités ont annoncé leur participation à « l'orientation active » : les lycéens auront à remplir un formulaire de pré-inscription mentionnant le parcours scolaire ainsi que le détail d'un projet professionnel ; cette pré-inscription devra

être accompagnée des relevés de notes de la Première, et de ceux du premier semestre de Terminale.

Le dossier sera ensuite examiné par des responsables administratifs et pédagogiques de l'UFR demandé, au cours d'un entretien avec le candidat à l'enseignement supérieur. Présentée comme non contraignante par le ministère, « l'orientation active » a néanmoins pour objectif de poser les bases d'une sélection draconienne à l'entrée de l'université, système qui fonctionnera au début par le découragement. Par la suite, leur autonomie permettra à chaque université de décider, seule, des modalités de sélection.

Pour la bourgeoisie, ceci doit répondre à son objectif de toujours diminuer la

(Suite page 4)

(Suite de la page 3)

masse étudiante (c'est-à-dire le nombre de travailleurs en formation). L'accélération de la privatisation de l'éducation est la parfaite illustration de l'appétit croissant des capitalistes vis-à-vis de ce que l'OMC définit comme « *les marchés du XXI^{ème} siècle* », à savoir : l'enseignement et la santé.

Hors du discours gouvernemental qui, par ces mesures, prétend se mettre au service de l'avenir de la jeunesse, ces attaques doivent être comprises dans le cadre de l'offensive générale des bourgeoisies européennes contre les droits des travailleurs. Alors que la destruction des forces productives par le capitalisme s'accélère, le patronat cherche à baisser à tout prix les coûts de production pour répondre aux impératifs du capital financier, des actionnaires.

Pour la bourgeoisie, la déqualification des travailleurs est primordiale. En effet, la destruction de la valeur des diplômes et de leur reconnaissance dans les conventions collectives, ainsi que le démantèlement du code du travail permettent à la bourgeoisie de bénéficier de travailleurs diplômés à un coût toujours moins élevé. Dans ce cadre, « *l'orientation active* » des lycéens détruit la valeur du baccalauréat comme premier grade universitaire, donnant accès à chacun à l'enseignement supérieur dans la filière et l'université de son choix. Rappelons, ici, que les loi Fillon «sur l'éducation» et Borloo «sur l'égalité des chances» s'appliquent progressivement, qui conditionnent également la précarisation des jeunes au travers, par exemple, de la remise en cause de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans

(apprentissage à 14 ans, organisé par la loi Borloo), et du socle commun des connaissances (savoir au rabais, organisé par la loi Fillon).

La lutte contre la présélection se doit d'être menée au nom du droit de la jeunesse à un avenir décent, c'est-à-dire : le droit pour tous à un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire. Contre la volonté de la bourgeoisie de faire des jeunes une main d'œuvre docile et corvéable à merci, nous avons la responsabilité de nous organiser ensemble : lycéens, étudiants, travailleurs de l'éducation, pour reconquérir un enseignement public, laïc, gratuit pour tous.

Remy

(1) Ministre délégué à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche, artisan du « Pacte pour la recherche » qui conditionne le regroupement/fusion des facs et leur privatisation.

Ni sélection, ni expulsion : FAC POUR TOUS !

La FSEUL participe à la Coordination Lycéenne et Etudiante pour la Régularisation de tous les Sans Papiers (la Clé) ; la FSEUL intervient au sein de la Clé dans le sens de l'unification des luttes face à la politique de casse des services publics menée par le gouvernement. Dans cette perspective, la participation de la Clé à la manifestation du 8 février représente un véritable succès. En effet, appelée par les organisations syndicales de la fonction publique pour la défense du pouvoir d'achat, et rejointe par les organisations syndicales d'enseignants sur la question de la remise en cause du décret de 1950, cette manifestation a été l'occasion, pour la Clé, de faire une intervention remarquable par la vigueur de ses mots d'ordre et sa détermination.

Malgré un contexte de bac blanc, de lycées non grévistes et de reprise du second semestre universitaire, une trentaine de lycéens et d'étudiants ont rejoint le cortège de la Clé, sous l'impulsion de la FSEUL. Ce cortège a permis de réunir entre 200 et 300 personnes : lycéens, étudiants, travailleurs, ainsi que des représentants des collectifs de Montreuil et «Droit Devant». Tous étaient unis par la volonté d'en finir avec une politique gouvernementale qui s'en prend, de plus en plus brutalement, à la

jeunesse et aux travailleurs. C'est ainsi que le mot d'ordre de la FSEUL « *Ni sélection, ni expulsions, un même droit à l'éducation !* » a été largement repris, marquant la conscience unitaire du cortège. Des lycéennes de Montmorency (95) ont rejoint notre cortège en dénonçant pour leur part le manque de moyens, les cours surchargés, les suppressions d'options et la casse de l'enseignement secondaire : preuve est ainsi faite de la nécessité d'une unification des luttes.



Lycéens, étudiants, travailleurs : unité avec les sans papiers !

Le combat pour la régularisation de tous les sans papiers ne se fait pas en dehors du temps et de l'espace. Les sans papiers sont avant tout des élèves, des

lycéens, des étudiants, des travailleurs et, à ces titres, les premières victimes de la politique du gouvernement de destruction du service public et de casse sociale. Ainsi, la mise en place de la sélection des lycéens, dès février, interdira toutes perspectives d'études universitaires à un lycéen sans papier. En effet, dans le cadre de ce dispositif, les lycéens devront désormais remplir des formulaires de sélection avant le passage dans le supérieur, ce qui empêchera d'emblée l'entrée des étudiants sans papiers dans un cursus universitaire. Aussi, la réforme du CESEDA, socle permettant d'appliquer une politique d'immigration «choisie», instaure notamment un nouveau titre de séjour : «compétences et talents».

Ce titre est « *délivré à l'étranger susceptible de participer, du fait de ses capacités et de ses talents, de façon significative et durable au développement de l'économie française ou au rayonnement de la France dans le monde ou au développement du pays dont il a la nationalité.* ». Autant dire que le gouvernement n'entend accueillir que des étudiants étrangers exploitables à merci ! Aujourd'hui, par conséquent, les élèves et étudiants qui sont ramenés

(Suite page 5)

(Suite de la page 4)

à la frontière, le sont uniquement parce qu'ils ne participent pas directement « au développement de l'économie française ».

La régularisation de tous les sans papiers ne peut résulter que de la construction d'un rapport de force face au gouvernement, ce qui nécessite donc un mouvement de masse. Mouvement qu'il est possible de construire aujourd'hui si l'on unifie les luttes des lycéens, étudiants, personnels de l'éducation et travailleurs pour, tous ensemble, faire barrage à la politique de privatisation de l'enseignement public et à la casse du droit du travail. Les attaques du gouvernement visent à nous diviser, mais ces attaques sont globales et nous concernent tous.

Aujourd'hui, une telle mobilisation de masse est possible, et la manifestation du 8 février le prouve ! A cette occa-

sion, en effet, on a pu compter environ 187 000 manifestants en France, dont 80 000 à Paris, alors même qu'il n'y avait pas d'appel à la grève chez les cheminots, et que l'appel à manifester n'avait pas été relayé nationalement.

Il est vrai que les bureaucraties syndicales observent un silence criminel vis-à-vis des travailleurs et de la jeunesse, en refusant de dénoncer clairement la politique du gouvernement et en ne prenant pas leurs responsabilités syndicales. Or, l'enseignement public et le service public en général subissent, aujourd'hui, des assauts brutaux de la part du gouvernement et du patronat : mise en place de la sélection dans les lycées (en février) et dans les universités, privatisation de l'enseignement public et de la recherche, casse du statut des enseignants, augmentation de leurs temps de travail, bivalence, suppressions de postes, baisse continue des salaires...

La situation actuelle exige une mobili-

sation générale dans l'unité afin d'imposer la reconquête d'un enseignement public, gratuit et laïc pour tous, de la maternelle à l'université !

Les perspectives pour la FSEUL sont claires : d'une part, la poursuite de son intervention au sein de la Clé ; d'autre part, la poursuite de ses deux campagnes nationales, la première contre la présélection des lycéens dès février, et la seconde contre la mise en place des pôles d'excellence. Pour l'instant, ces deux campagnes ont permis de récolter environ 600 signatures en un mois, avec interventions régulières sur les sites de Censier, Tolbiac et Jussieu. **Aussi, la FSEUL donne rendez-vous, le 1^{er} Mars 2007 devant le ministère de l'éducation nationale**, à tous ceux qui signent les pétitions et à tous ceux qui veulent lutter contre la destruction/privatisation de l'enseignement public.

Les militants syndicaux étudiants du GSI.

Non à la sélection dans les lycées et les universités !

Non à la présélection en février dans les lycées, non à la mise en place des PRES !

Abrogation des décrets ECTS LMD, abandon du rapport Hetzel !

Régularisation immédiate de tous les sans papiers, arrêt immédiat des expulsions !

**AUJOURD'HUI, PLUS QUE JAMAIS, BATTONS-NOUS POUR UN ENSEIGNEMENT PUBLIC, LAÏC
ET GRATUIT POUR TOUS !**

Le patronat enfonce le clou

A propos du « livre blanc » de Laurence Parisot

L'opération ayant été annoncée lors de l'université d'été avec le prétexte de traquer la « démagogie » dans le programme des candidats à l'élection présidentielle, le MEDEF a donc publié son « livre blanc » sous la plume de la présidente, Laurence Parisot. L'opuscule, intitulé « Besoin d'air », rassemble les « revendications » les plus radicales de l'organisation patronale, le vocable « modéré » ne parvenant pas à masquer le fond, résolument réactionnaire et brutal. Bien sûr, comme il fallait s'y attendre, la démagogie est au rendez-vous.

Les objectifs sont connus : faire pression sur les candidats et prendre date pour les années à venir. La méthode est bien rodée : que les « petits » entendent le chant des sirènes, qu'ils aident donc le MEDEF à orienter la politique du gou-

vernement dans un sens encore plus favorable... aux « gros ». C'est-à-dire, mobiliser autour du programme de la haute finance, ceux-là même que la haute finance met sur la paille.

Ici, la danse du ventre sur l'air du « plein emploi » et du « travailler plus pour gagner plus » tourne rapidement à la danse du sabre. En effet, rédigé à l'issue d'un « débat participatif » dans l'air du temps, ce catalogue de 150 pages passe au crible tout ce que la haute finance exècre : durée légale du temps de travail, salaire minimum, âge d'accès à la retraite..., tout doit disparaître !

Selon L. Parisot, « rien n'est foutu. Il suffit de changer quelques paramètres : un peu plus de liberté, un peu plus d'air et tout ira mieux tout de suite en

France. ». Aussi, outre les « paramètres » déjà évoqués, le MEDEF envisage de s'attaquer à la protection sociale dans son ensemble : financement public..., mais gestion privée ; prestations au rabais pour les assurés..., mais rentabilité au rendez-vous pour les spéculateurs. Retraites, santé, famille, chômage, accidents du travail soumis aux lois de l'assurance privée..., mais avec subventions publiques financées par l'impôt des travailleurs.

Les impôts des travailleurs, car les « entreprises » se verraient, elles, dotées d'un « bouclier fiscal », avec une « charte du contribuable » et un « principe d'équilibre des finances publiques » inscrits dans la constitution. La taxe professionnelle serait plafonnée, de même que l'impôt sur les sociétés.

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

On pourrait ainsi décortiquer à l'infini les « revendications » du MEDEF, mais le fil conducteur du document est la remise en cause de tout ce qui fait la législation sociale ou le service public au sens le plus large du terme.

La remise en cause de la législation sociale s'appuie sur une exigence centrale de substitution du *contrat* à la *loi*. Passée depuis des années par les *dérogations* à la loi, cette exigence s'appuie aujourd'hui, au Conseil économique et social, sur les « diagnostics partagés » des « partenaires sociaux ». L'attaque contre le Code du travail et contre les

conventions collectives vise à remettre en vigueur un contrat totalement flexible, sans encadrement légal.

Dès lors, le contrat de travail, tel que nous le connaissons, ferait place au retour du contrat individuel de louage de service : un système dans lequel le patron dispose de tous les moyens pour imposer sa volonté et ses conditions, ce contrat a été combattu dès les premières luttes ouvrières. Or, précisément, si l'on retire le discours démagogique autour du « plein emploi » et la « liberté », de ce « besoin d'air » des patrons il ne reste que leur volonté d'étouffer, d'asphyxier les travailleurs, en les ramenant cent cinquante ans en arrière.

Si l'on suit bien Mme Parisot, l'avenir appartient donc au travailleur pauvre : celui dont le salaire serait très inférieur au SMIC, et sans autre protection sociale que celle de l'assurance privée, un luxe qu'il ne pourrait pas se payer. Alors, à ces conditions (leur garantissant des profits scandaleux), les « entrepreneurs » de ce pays voudraient bien condescendre à embaucher..., tant que leurs « concurrents » ne prennent pas la même direction. Auquel cas, la question des coûts de production et donc celle des salaires seraient à nouveau posées et reviendraient inévitablement sur la table.

J.-Louis

« L'arbre qui cache la forêt » à la Poste

A propos de la grève des services de nuits dans les centres de tri

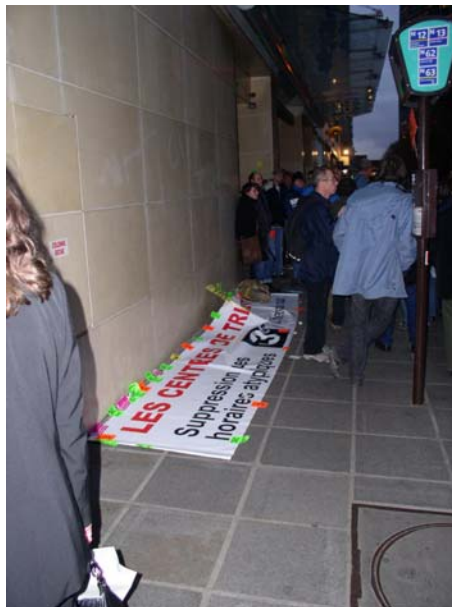
Depuis le 16 octobre 2006, une grève touche les centres de tri de la Poste, la nuit, grève lancée par une « coordination de sections syndicales des centres de tri de l'Île-de-France », sections SUD, essentiellement, CGT, FO et CNT. Depuis quatre mois donc, les agents contractuels, de droit privé (ACO) sont appelés à cesser le travail une heure par nuit ; les fonctionnaires ⁽¹⁾, eux, faisant grève la nuit de vendredi à samedi, pour l'équivalent d'une journée, toutes les semaines.

Cette grève est relativement bien suivie car les revendications correspondent à une attente réelle : la revalorisation de la majoration horaire pour travail de nuit, « l'heure de nuit », à 3 € contre 1,22 € et l'intégration en « brigade » de nuit traditionnelle, contre la généralisation des brigades atypiques (voir l'Internationaliste n°63, *Où va le service public postal ?*).

Le ressentiment est fort chez les « nuiteux »... sauf que la revalorisation de l'heure de nuit ne règle pas le problème de la baisse du pouvoir d'achat ; comme l'intégration des agents des brigades atypiques de nuit sur des horaires traditionnels ne règle pas la question de la disparition de toute brigade atypique, y compris en jour.

Ensemble, ces deux revendications constituent en réalité « l'arbre qui

cache la forêt ». Elles focalisent l'attention des personnels dans des services réputés très mobilisés, alors que d'autres « dossiers » porteurs de dangers pour l'ensemble de la profession et même pour l'ensemble de la Fonction publique progressent dans un coupable silence de la part des direc-



tions syndicales.

Pour la profession, la directive européenne de privatisation en 2009 est une attaque frontale. Le démantèlement du service public postal est un enjeu majeur à l'échelle de l'Europe, d'où la forte mo-

bilisation le 14 novembre 2006 : depuis, silence. Il y a aussi la remise en cause des retraites des postiers fonctionnaires avec la création d'un « établissement public » spécifique pour les gérer. C'est un risque de première importance pour les pensions des postiers, mais c'est aussi un précédent fâcheux qui pourrait bien à terme concerner l'ensemble des fonctionnaires d'Etat. Là aussi, la discrétion est de mise. Quant à la possibilité de faire « bénéficier » les fonctionnaires de l'assurance chômage, elle est présentée par le gouvernement comme une « mesure technique » (voir l'éditorial de ce numéro), explication qui semble satisfaire les directions syndicales !

Aussi, le positionnement de ces dernières dans cette affaire est révélateur des problèmes auxquels sont confrontés les postiers, comme les autres travailleurs.

Si la fédération SUD s'est engagé dans ce mouvement, avec la « coordination » auto-proclamée comme faux-nez, la fédération CGT-FAPT ⁽²⁾ est restée l'arme aux pieds. Alors que des mécontentements forts s'exprimaient dans toutes les « branches » de la Poste, ses dirigeants ont choisi de tout faire pour ne pas unifier ces mouvements, laissant ses syndicats départementaux et sections locales libres d'agir... dans la dispersion et sans perspectives, sous la pression des personnels. Alors que cette pression

(Suite page 7)

L'Internationaliste n°63

« Où va le service public postal ? »

« En définitive, confrontées à la nécessité de mobiliser massivement l'ensemble des personnels pour faire échouer la directive européenne, l'éclatement et la privatisation de la Poste, les directions des fédérations syndicales préfèrent laisser éclater des conflits limités à un secteur ou un autre, parfois très localisés., tout en organisant des journées d'actions en relation avec le calendrier institutionnel sur la directive européenne. »

était instrumentalisée par SUD, la CGT, voyant que la grève s'enracinait en nuit, ses dirigeants ont essayé de réintégrer les revendications des centres de tri parmi d'autres concernant les salaires et les conditions de travail... dans le cadre d'une journée d'action de plus, le 1er février.

Dans le même temps, la fédération CGT-FAPT laisse passer de façon grossière le projet « facteurs d'avenir » dont les personnels de la distribution ne veulent pas ! La CGT ne signe pas, mais ne fait pas valoir son droit d'opposition sous prétexte d'avancées... dans le volet

« promotion » du projet, prenant ainsi à contre-pied ceux des syndicats départementaux qui avait organisé la mobilisation dès l'annonce du projet.

La direction de la CGT a donc laissé le terrain libre à SUD pour jouer sur le registre de l'action « radicale » (bruyante et médiatique) qui rassemble, et canalise, les plus exploités. L'enjeu principal étant électoral pour cette organisation en voie d'institutionnalisation elle aussi, quoi qu'elle en dise : les scrutins professionnels de fin 2007 et les prud'hommes de 2008 approchent...

Pour sa part, la fédération FO s'est lancée dans un règlement de compte interne au sujet de supposées connivences dans les Hauts-de-Seine entre certains de ses militants et un célèbre facteur de Neuilly sur Seine, adhérent de Sud et... candidat de la LCR à l'élection présidentielle.

Au total, une véritable diversion s'est opérée, contre les personnels. La direction de la Poste a fini par proposer des négociations salariales en février, au lieu de juin. D'une certaine façon, cette modification du calendrier est une re-

connaissance de l'ampleur d'un mouvement sectoriel que la Poste n'a eu de cesse de minimiser et de dénigrer. Mais la négociation en « plénière », est précédée de plusieurs « bilatérales » au cours desquelles la direction rencontre les syndicats tour à tour, misant à fond sur la division... Tous les bureaucrates « jouent le jeu » en ce précipitant au siège de la boîte, et tous sortent de là avec des propositions différentes !

Pourtant, il est évident pour les personnels que cette « négociation » est surtout une manœuvre, un piège de la part de la direction, pour tenter de faire signer un accord global au rabais qui conditionnerait une avancée limitée sur l'heure de nuit (1,50 €). Signer un tel accord aboutirait à diviser les organisations syndicales, à diviser les personnels et, tous comptes faits, à entériner des orientations contraires au service public et à l'intérêt des personnels. La poste aurait le champ libre pour 2009...

J.-Louis

(1) Les fonctionnaires étant soumis à la loi sur « le service fait », rétablie par l'amendement Lamassoure en 1987, se voient retirer une journée de traitement quelle que soit la durée de l'arrêt de travail, même une heure...

(2) Fédération des Activités Postales et de Communication CGT

Election présidentielle de 2007 : quel programme pour les révolutionnaires ?

LO et sa quête de la révolution...

Ce soir, nous avons encore recherché désespérément le programme, et donc les objectifs que LO s'assigne dans cette campagne. Mais nous n'avons rien trouvé !!! Rien ! Interrogée sur « France 3 », le jeudi 15/02/07, Arlette Laguiller vient par ailleurs elle-même confirmer ce vide politique sidéral. Reprenons donc le commentaire de la journaliste : « j'ai eu beau chercher sur le site de LO et d'Arlette Laguiller, je n'ai trouvé aucun programme. ».

Par conséquent, les seuls éléments sur lesquels nous pouvons baser notre article sont ses discours de meeting (<http://www.arlette-laguiller.org/>).

Aucun programme d'action, et encore

moins de lutte. Pourtant, les élections peuvent être une tribune qui permette au parti révolutionnaire de se construire, de propagandiser son programme et ses objectifs. Mais encore faut-il faire preuve de pédagogie pour convaincre et expliquer : tracer, par exemple, un pont entre les revendications immédiates des travailleurs et la perspective du socialisme.

Ce qui implique, au minimum, une compréhension de la réalité de la lutte des classes en France. Lutte des classes marquée au fer rouge par le rejet du TCE, la révolte des banlieues et la mobilisation contre le CPE ; lutte des classes qui a fait reculer (partiellement) le gouvernement. Ce sont là des faits incontournables pour comprendre la situation politique en France : ils portent en eux toute la combativité de notre classe et de ses alliés. En même temps, ils per-

mettent de mettre le doigt là où ça fait mal.

En clair, après avoir déclaré que la victoire du « NON » au TCE avait été permise par les voix d'extrême droite, après avoir condamné la révolte (et la jeunesse) des banlieues, LO refuse de tracer un pont entre les revendications immédiates des travailleurs et la perspective du socialisme. LO refuse donc d'être un levier pour les luttes...

Arlette affirme : « Une candidate qui combat leur système n'a qu'une seule chance d'être élue : être portée par une très puissante lutte sociale, des grèves, des manifestations, par l'action collective de millions d'exploités. Mais, même élue dans ce genre de circonstances exceptionnelles, je ne pourrais rien faire sans que l'action de la classe ouvrière se prolonge bien au-delà des élections.

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

Nous ne sommes pas dans cette situation aujourd'hui. Mais je me présente pour indiquer au monde du travail cette voie, la seule pour renverser le mur de l'argent et tous ceux qui le protègent. ».

« Rien ne sert de courir il faut savoir partir à point », certes ; mais à trop vouloir attendre le moment « idéal » du « grand soir révolutionnaire », LO finit par courir derrière une chimère. Le problème c'est que cette chimère-la, n'en n'est pas une !

Le socialisme ne se construira pas par des incantations, et il ne suffit pas de déclarer que « *Sans soumettre au contrôle ceux qui possèdent et dirigent à leur profit toute l'économie, on ne peut pas empêcher les licenciements* ». Encore faut-il rendre cette perspective saisissable par les travailleurs, et donc expliquer comment nous pourrions atteindre un tel objectif, par quel moyen, avec quel outil, avec quelles médiations.

Pour cela, faut-il intégrer un élément central pour la lutte de classe en France et en Europe : la mondialisation capitaliste. Car l'Union Européenne et ses directives est le cadre dans lequel se matérialisent les attaques contre le travailleurs. La politique entièrement pro-capitaliste menée par l'Union Européenne représente, en effet, la concrétisation des besoins et des contradictions du capitalisme à l'ère de l'impérialisme. Et c'est au service de cette politique que se sont voués tous les représentants -de gauche ou de droite- de la bourgeoisie française.

Aussi, la victoire du « NON » au TCE est d'abord et avant tout un rejet de l'Europe capitaliste, de la part de la classe ouvrière ; cette victoire portait en elle les mobilisations contre le CPE qui ont suivi. Eluder ces questions revient à éluder la perspective immédiate, pour ainsi dire, du socialisme, et la nécessité de construire une internationale.

Il ne peut y avoir de réponse franco-française aux délocalisations, aux politiques racistes ; il ne peut y avoir de contrôle sur les comptes et les finances des firmes transnationales si l'on ne contrôle pas les flux de la finance mondiale. Sans politique et organisation internationalistes, les justes exigences de LO sonnent creux... et tournent à

vide ! Or, sur ce point - déterminant pour les travailleurs, les jeunes et les militants, LO ne propose strictement rien.

La LCR : anticapitaliste ou réformiste ?

Le programme de la LCR, dès son introduction, s'inscrit dans les mobilisations (CPE, révolte des banlieues...) et affirme : « *Nous devons construire un mouvement d'ensemble capable d'affronter directement le patronat et de remettre en cause l'ensemble des politiques libérales.* (<http://www.besancenot2007.org/>) ».

La LCR propose donc des mesures « *sous forme d'un plan d'urgence pour répondre aux besoins immédiats* » ; des revendications qui, d'une façon générale, ne sont pas fausses. Néanmoins, si la condamnation de l'Europe libérale est présente, ce programme ne pose pas clairement la nécessaire rupture avec l'Europe de Maastricht, avec l'ordre capitaliste européen.

Le programme de la LCR reste figé dans un anticapitalisme de façade puisqu'il n'est lié à aucune perspective de société. Aucun mot sur le socialisme. D'ailleurs, ce mot (un gros mot, pour la LCR ?) n'apparaît à aucun moment dans son programme. Car satisfaire les besoins sociaux de tous et de toutes ne peut se faire sans une rupture avec le capitalisme, pour le socialisme. A l'instar de LO, la LCR ne trace aucun pont entre les revendications immédiates des travailleurs et - pour citer son programme- la nécessaire et urgente « *satisfaction de nos besoins sociaux fondamentaux* ». Par quel moyen pourrions-nous atteindre cet objectif ? Mystère ! Quelle perspective de société défend la LCR ? On est vraiment en droit de se poser la question !

En tout cas, il est clair que la perspective de l'Europe sociale défendue par la LCR a fait une victime : le socialisme, le vrai. Les mesures réformistes - au sens classique du terme - proposées par la LCR ne pourront être imposées aux capitalistes et à la bourgeoisie, même avec une mobilisation massive. Car, pour paraphraser Lénine, ce que les travailleurs gagnent dans une grève, la bourgeoisie s'arrange pour leur en reprendre le double. La mobilisation est

nécessaire et peut être victorieuse... momentanément. Mais sans la prise du pouvoir politique par les travailleurs et l'expulsion du pouvoir de la bourgeoisie, il n'y aura pas de satisfaction des besoins sociaux fondamentaux. L'anticapitalisme n'est pas une fin en soi et encore moins un projet de société.

Effectivement, « *la vraie question est de savoir comment imposer de tels choix sociaux qui remettent en cause le pouvoir patronal, la propriété privée des moyens de production* ». Pour ce faire, aujourd'hui, nous avons besoin d'un parti qui défende la perspective du socialisme dans les luttes ; et dans les urnes, le cas échéant. Une « *force anticapitaliste* » ne suffit pas à renverser le capitalisme ; sans un projet de société, sans une méthode pour l'action et la prise du pouvoir par le prolétariat. Une « *force anticapitaliste* » ne pourra stopper les attaques du capitalisme prédateur contre les travailleurs et les jeunes ; sans expliquer, au quotidien, qu'une autre société -socialiste- est possible.

Se lancer à l'assaut du ciel ! (pour encore paraphraser Lénine).

Alors oui, pourquoi pas ? Pourquoi pas un mouvement, un front anticapitaliste pour le socialisme, capable de regrouper largement les travailleurs, les jeunes et les militants ? Pourquoi pas un cadre qui regroupe largement - et sans sectarisme - tous ceux qui sont disposés à se lancer à l'assaut du ciel ?

Les élections sont un miroir déformé de la lutte des classes. C'est pourquoi - lorsqu'ils décident d'y participer, les révolutionnaires doivent poser des objectifs clairs, précis et subordonnés à une perspective de société. Mais cela ne suffit pas : il faut aussi faire du socialisme une perspective palpable pour les travailleurs ; ce qui implique une méthode de transition, une pédagogie pour tracer un pont entre leurs revendications immédiates et la révolution socialiste.

Or, à notre avis, LO ne répondra pas aux attentes et aux espoirs des travailleurs en prêchant le socialisme de façon abstraite, sans le lier à la réalité de la lutte des classes en France et en Europe. Il ne suffit pas non plus de dénoncer le capi-

(Suite page 9)

(Suite de la page 8)

talisme et ses laquais de gauche ou de droite, il faut aussi leur opposer un programme d'action pour le socialisme aujourd'hui.

Quant à la LCR, de renoncement en renoncement, elle tend à devenir un parti « anticapitaliste » sans perspective de société. Elle tend donc à devenir un parti réformiste plus ou moins radical, au sens classique du terme. Plus de dictature du prolétariat, et donc plus de prise de pouvoir par les travailleurs. Ce qui signifie que la démocratie ouvrière,

le pouvoir des producteurs, ne pourra jamais s'imposer.

Il existe néanmoins une différence fondamentale entre ces deux organisations. LO ne nourrit aucune illusion envers le PS et renvoie - à juste titre - dos-à-dos la droite et la gauche. Car, « *on ne peut pas, d'alternance en alternance, ne laisser à l'électorat populaire que la liberté de changer les équipes dirigeantes mais qui poursuivraient, toutes, la même politique.* ». Et surtout, Arlette affirme : « *qui que ce soit, le président ou la présidente, le grand patronat conservera sa*

puissance économique et donc, les moyens d'imposer sa politique. ».

Il est plus que dommageable que, sur l'essentiel, LO ne propose rien : en terme de programme d'action transitoire vers le socialisme, en terme de perspective organisationnelle et de lutte, c'est le vide politique sidéral.

Une fois de plus (une fois de trop ?), LCR et LO risquent de décevoir les travailleurs et les jeunes.

Raoul

Accord Fatah-Hamas : Non au gouvernement d'union avec l'impérialisme ! Vive l'union du peuple contre l'impérialisme !

Hamis : un pas de plus vers la soumission à l'impérialisme.

L'accord pour un gouvernement d'union nationale signé entre le Fatah et le Hamas, sous le patronage de l'Arabie Saoudite, constitue une étape de plus dans la trahison des directions palestiniennes envers le combat du peuple palestinien. Si la collaboration du Fatah n'est plus à prouver, celle du Hamas (propulsé par défaut au pouvoir) est plus tortueuse.

Or, à la Mecque, le Hamas a fait un pas de plus dans son trajet d'institutionnalisation et dans la reconnaissance d'Israël, non sans son habituelle touche d'ambiguïté, par prudence. En effet, le texte de l'accord précise que le gouvernement devra « *respecter la légalité internationale et les accords conclus par l'Organisation libération de la Palestine (OLP)* ». Cela signifie donc, de manière indirecte mais on ne peut plus nette, la reconnaissance de la légitimité de l'Etat sioniste, le renoncement à 78% de la Palestine historique et l'acceptation de la chimère des «deux Etats» : le tout se résumant dans la soumission à la « légalité » impérialiste qui règne en maître à l'ONU.

La signature de cet accord va donc dans le sens d'une adaptation, encore un peu plus poussée, des directions palestiniennes aux pressions du sionisme et aux exigences des impérialismes US et européen. Douste Blazy, au nom de la « *communauté internationale* » (autre nom pour l'impérialisme européen), s'empressait de saluer cet accord, le qualifiant de « *pas dans la bonne direction vers la pleine adhésion aux demandes de la communauté internationale auxquelles nous sommes attachés, s'agissant en particulier de la reconnaissance d'Israël* ». Moins festive, Condolezza Rice brûlait les étapes et rappelait fermement l'exigence de l'impérialisme US : le gouvernement palestinien devra reconnaître « *explicitement* » Israël.

« Deux Etats », dont un ne verra pas le jour !

La déclaration de Condolezza Rice, à la fin du sommet, résume à merveille le cynisme de la théorie des « deux Etats » : « *Nous avons tous les trois affirmé notre engagement pour une solution à deux Etats et nous nous sommes entendus sur le fait qu'un Etat palestinien ne peut voir le jour dans le terrorisme et la violence* ». Autrement dit, l'Etat palestinien est une vague chimère, que l'impérialisme agite d'autant plus

que cet Etat est, bien sûr, destiné à ne jamais « *voir le jour* ». De toute façon, comment le pourrait-il puisque la « violence » et « le terrorisme » d'Etat sionistes nient tous les jours depuis plus de 50 ans, dans le sang, le feu et la barbarie, le droit élémentaire du peuple palestinien à disposer de lui-même.

La lutte des classes et la crise de la société palestinienne.

Qui ne voit que cet accord d'union nationale n'est qu'un accord d'union des directions palestiniennes avec l'impérialisme, sur le dos d'un peuple pourtant déterminé à lutter pour ses droits ? Peut-être cet accord parviendra-t-il à calmer provisoirement les foyers de guerre civile ; encore, est-ce très incertain. Peut-être ralentira-t-il temporairement la crise des institutions fourvoyées. Ce qui est sûr, c'est qu'il ne résoudra pas la crise de la société palestinienne, bien au contraire. Car cette crise, fruit de la lutte des classes, repose sur la contradiction radicale entre un peuple spontanément anti-impérialiste et des directions à la solde de l'impérialisme.

D'un côté, le peuple déterminé à continuer la lutte contre l'occupation, le sio-

(Suite page 15)



Le Venezuela : en marche vers le socialisme ?

Dans les discours faits après sa réélection, Hugo Chavez a affirmé que le Venezuela entamait « la phase de la construction du socialisme ». Il y a lancé la proposition de construire le PSUV (Parti Socialiste Unique du Venezuela), il a annoncé la nationalisation de la CANTV, des entreprises d'énergie et d'un canal de télévision, ainsi que la transformation en « entreprises mixtes » des concessions accordées aux entreprises étrangères dans la Ceinture Pétrolière de l'Orinoco. Ces annonces ont eu un grand impact en Amérique Latine. Courrier International consacre cette édition à l'analyse de la réalité vénézuélienne et à la position de la LIT-QI face à celle-ci.

Les nationalisations

Cesar Neto - Nacho Silva

L'impact le plus important a certainement été causé par l'annonce des nationalisations (dont la première vient d'être mise en route avec l'achat de l'entreprise électrique EDC). Cette annonce a été reçue avec enthousiasme par le peuple vénézuélien et les masses latino-américaines. C'est évident : après de nombreuses années de privatisations, des gouvernements comme ceux de Chavez et d'Evo Morales paraissent commencer à aller en sens inverse.

C'est vrai que, malgré le caractère profondément limité et partiel que lui ont imposé les deux gouvernements, ces nationalisations contiennent un élément progressif : elles récupèrent pour l'Etat, de la main des entreprises impérialistes, une partie du patrimoine national que celles-ci utilisaient pour piller le pays. En ce sens, nous pouvons dire qu'il s'agit d'un triomphe, même s'il est partiel, de la lutte menée durant de nombreuses années par les peuples de ces pays.

Le cas de la CANTV

Cette entreprise téléphonique appartenait à l'Etat et bénéficiait du monopole jusqu'en 1991, année où elle fut privatisée et achetée par le consortium Venworld Telecom, dominé par l'entreprise américaine Verizon Communications Inc. En prenant possession de la CANTV, Venworld a drastiquement réduit les

emplois et mis à la retraite 8.000 travailleurs. Elle s'est engagée à les payer la retraite en accord avec les lois vénézuéliennes (pas moins d'un salaire minimum), mais elle n'a pas honoré ce com-



promis et elle payait beaucoup moins. Les pensionnés ont alors entamé des actions judiciaires et une série de mobilisations.

D'autre part, outre les affaires téléphoniques, l'achat d'actions de la CANTV au Venezuela, payées en bolivars, suivi par la vente sur la bourse de New York, s'est transformé en une façon « légale » de sortir des devises du pays. Quand les journaux informent sur les taux de change, ils parlent du dollar officiel, du dollar sur le marché parallèle et du dollar CANTV. Disons, en passant, que les propriétaires de la CANTV ont soutenu le coup d'Etat d'avril 2002 et le lock-out patronal de cette fin d'année.

Une action très limitée

La nationalisation de la CANTV et des entreprises d'électricité est amplement justifiée, mais il faut maintenant analyser le caractère profondément limité et partiel des mesures.

D'abord, il ne s'agit pas d'une « nationalisation sans indemnisation » mais d'un achat, en accord avec les normes admises par le droit bourgeois et les critères capitalistes. Dans le cas de la CANTV, la Verizon avait mis ses actions à la vente, dans le cadre d'un plan de restructuration continentale. Ce qui est encore en discussion, et a irrité le gouvernement des Etats-Unis, est le prix, étant donné que Chavez a fait savoir qu'il déduirait la dette envers les pensionnés, dont l'Etat vénézuélien se chargerait.

Quant à l'achat de la compagnie électrique EDC, 730 millions de dollars ont été payés. Selon les journaux, « l'opération n'a pas causé de grandes polémiques avec l'entreprise américaine. Le représentant de l'entreprise et signataire de l'accord, Paul Racontent, a affirmé que 'nous croyons fortement au Venezuela et en la EDC comme compagnie' ⁽¹⁾ »

Deuxièmement, les nationalisations ne sont pas étendues à d'autres secteurs clef de l'économie où les entreprises impérialistes ont beaucoup de poids, comme la production pétrolière (voir

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

cadre) ou l'industrie automobile, dominée par la GM, Ford, Mitsubishi et Toyota (avec de grands bénéficiaires concédés par l'Etat vénézuélien).

D'autre part, **le gouvernement ne pose aucun type de contrôle par les travailleurs sur ces nationalisations**, ni lors de l'achat ni concernant l'administration des futures entreprises étatiques. Il est donc fort possible que les magouilles, que les principaux cadres du chavisme pratiquent dans la compagnie pétrolière PDVSA et dans d'autres secteurs de l'Etat, se répètent dans ces entreprises. (Par la suite, on a commencé à traiter ces cadres de « bourgeoisie bolivarienne ».)⁽²⁾.

Avancer avec la mobilisation

La conclusion est que ces nationalisations, bien qu'elles contiennent cet élément progressif auquel nous avons fait référence, ne font pas partie d'une véritable politique anti-impérialiste du gouvernement de Chavez, et moins encore d'une avancée dans « la marche vers le socialisme ».

Par tout ce que nous avons analysé, il serait nécessaire pour avancer sur ce chemin vers le socialisme que **les entreprises soient expropriées sans indemnisation** et non achetées (ses propriétaires ayant déjà pillé le pays de beaucoup plus que ce qu'ils pourraient avoir investi). En même temps, si on veut réellement récupérer la souveraineté économique du pays, ces mesures devraient être étendues aux autres secteurs de l'économie, en particulier au secteur pétrolier. Finalement, pour que ces nationalisations profitent réellement aux

Le secteur pétrolier

En 1995, Rafaël Caldera a entamé la politique d'« ouverture pétrolière », ce qui a permis le retour des compagnies étrangères, par le biais des « entreprises mixtes » avec la compagnie vénézuélienne de pétrole PDVSA, et le bradage de zones pour leur exploitation exclusive. Autrement dit, il a éliminé le monopole étatique.

Contrairement à ce que l'on croit, le gouvernement de Hugo Chavez a approfondi cette politique en créant de nouvelles « entreprises mixtes » entre PDVSA (51% de la propriété) et les compagnies étrangères (49%). D'autre part, il a mis à la disposition de ces dernières davantage de zones d'exploitation exclusive, par ce qu'on appelle maintenant des « associations stratégiques ». En ajoutant ces deux mécanismes, les entreprises Conoco-Phillips, Chevron-Texaco, Exxon-Mobil et consorts contrôlent 40% de la production du pays et obtiennent un profit de 11 millions de dollars par jour (4 milliards par an). Les mesures qui viennent d'être annoncées élimineraient les concessions et les transformeraient en « entreprises mixtes ». Bien que ceci puisse représenter une diminution du pourcentage de pétrole contrôlé par les compagnies étrangères, cela signifie leur consolidation dans le pays parce qu'elles deviennent maintenant co-propriétaires des puits qu'elles exploitent dans la Ceinture de l'Orinoco.

Dans le cas du gaz, jusqu'à présent peu exploité commercialement mais avec une forte perspective de croissance pour le futur « gazoduc latino-américain », le gouvernement a livré les gisements situés dans la Plate-forme Deltana en concession complète à Chevron-Texaco, British Petroleum, Statoil et Total, tandis que Gazprom (russe) a obtenu le Projet Rafael Urdaneta, dans l'Ouest du pays.

Cette politique a été consacrée par la Constitution approuvée en 1999. Bien que celle-ci maintienne la propriété étatique exclusive des actions de PDVSA, elle autorise, dans son article 303, à privatiser partiellement l'industrie pétrolière à travers « les filiales, entreprises et associations stratégiques » que PDVSA aurait besoin de créer pour son développement

travailleurs et aux masses, elles doivent être placées sous le contrôle démocratique des travailleurs et de leurs organisations, comme les syndicats de chaque secteur et l'Union Nationale des Travailleurs (UNT).

Nous ne croyons pas que Chavez mette en oeuvre ces mesures. Au contraire, nous pensons qu'il s'y opposera. Mais le peuple vénézuélien, lui, a confiance en Chavez. Nous appelons donc les travailleurs et les masses vénézuéliennes à s'organiser et à se mobiliser pour exiger qu'il applique cette politique. Si, comme nous le croyons, Chavez ne le fait pas, cette mobilisation et cette organisation permettront que ce soient les travailleurs

et les masses qui prennent directement dans leurs mains cette politique.

(1) Clarín, 10/2/07

(2) Un vieux militant vénézuélien, Domingo Alberto Rangel, dénonce que Diosdado Cabello, gouverneur de la province de Mirador et chef du Commandement National du Mouvement V^{ème} République (MVR), « a acquis, par le biais de prête-noms, l'entreprise de conserves Eveba à Cumaná, les entreprises industrielles qui ont appartenu aux groupes Sosa Rodriguez et Montana, aujourd'hui dissous, trois banques commerciales, plusieurs compagnies d'assurance (...) voilà la vérité. » Un autre membre de ce secteur, le ministre de Communications Jesse Chacón, dont le frère a acheté une entreprise laitière au groupe Parmalat, allait être le futur président de la CANTV étatisée (S'il n'y a pas propriété collective il n'y a pas socialisme).

C'est quoi le socialisme du 21^{ème} siècle ?

Hugo Chavez a affirmé que le Venezuela est entré de manière décisive dans l'étape de la « construction du socialisme ». Accompagné de quelques éminences intellectuelles, il appelle ce socialisme « socialisme du 21^{ème} siècle », pour indiquer qu'il aurait des caractéristiques différentes, aussi bien avec la proposition plus générale énoncée par Marx au 19^{ème} siècle qu'avec les expériences qui ont eu lieu au 20^{ème} siècle

cle dans différents pays.

Le Venezuela va-t-il donc réellement dans cette direction ?

Un changement dans la réalité latino-américaine

Avant d'aborder le fond de ce débat, il nous paraît important de signaler que la proclamation elle-même de ce « socialisme » met en évidence un changement important dans la situation lati-

no-américaine et dans la conscience des masses du continent depuis les années 90'. Dans les années qui ont suivi la chute du Mur de Berlin et l'effondrement des Etats dits du « socialisme réel », l'impérialisme a lancé une forte campagne idéologique sur « la mort du socialisme » et « le triomphe du capitalisme », accompagnée d'une offensive générale de privatisations d'entreprises

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

étatiques et d'attaques des conquêtes sociales et du travail, obtenues durant les années précédentes, aussi bien dans les pays de l'Est qu'en Amérique Latine.

Cette politique a été présentée comme le chemin pour le développement économique et « l'entrée dans le Premier Monde ». Face à l'échec de ce qu'on appelait le « socialisme réel », une partie du mouvement de masses latino-américain a assimilé quelque temps ces idées, ce qui a permis à des gouvernements comme celui de Fernando Enriquer Cardoso, au Brésil, ou Carlos Menem, en Argentine, de dominer la scène.

Mais le mensonge vit ce que vivent les roses, l'espace d'un matin. En peu d'années, les masses ont constaté que le résultat était seulement une augmentation de la pauvreté et de la misère, dans le cadre d'une plus grande colonisation impérialiste des pays latino-américains, et qu'il fallait combattre cette politique et les gouvernements qui l'appliquaient. Ceci a donné lieu, au début du 21^{ème} siècle, à un déchaînement continu de processus révolutionnaires dans plusieurs pays (l'Equateur, l'Argentine, la Bolivie et le Venezuela).

Ces luttes, avec leurs revendications contre le capitalisme impérialiste et la colonisation (rejet de la dollarisation de l'économie, nationalisation des ressources naturelles sans indemnisation, non paiement de la dette externe, rupture avec le FMI...) ont mis en avant à nouveau le socialisme comme une perspective nécessaire pour les masses. En paraphrasant Marx, le socialisme est un « spectre » qui continue à hanter l'Amérique Latine ⁽¹⁾.

Deux alternatives

Les déclarations et les discours de Chavez ont lieu dans le cadre de cette nouvelle réalité continentale et nous avons deux alternatives pour interpréter leur signification. La première est que Chavez dirige un processus qui va réellement vers le socialisme. La LIT-QI et d'autres secteurs seraient incapables de voir cela et, à partir de cette incompréhension, nous aurions une politique sectaire et erronée.

La seconde alternative est que Chavez ne veut pas avancer dans la construction

du socialisme, mais qu'il est obligé de l'utiliser dans ses discours, à cause de la situation que nous avons analysée, comme un mécanisme pour tromper le mouvement de masses. C'est-à-dire qu'il parle de « socialisme » pour cacher son projet : que le Venezuela continue à être un pays capitaliste. Nous croyons que cette seconde alternative est celle qui correspond à la réalité.

Comment aborder le débat ?

Nous pourrions entamer le débat avec un résumé des analyses et des idées de Karl Marx, le premier à formuler la perspective de la révolution socialiste sur la base d'une analyse scientifique du capitalisme et des processus économiques et sociaux qui s'y sont développés (des idées que, par la suite, Lénine et Trotsky ont approfondies et ont essayé de mettre en pratique dans la Révolution Russe de 1917). Il nous semble, toutefois, que ce serait une façon erronée d'aborder la question, qui mènerait le débat sur une voie sans issue. Non seulement parce qu'il y a eu d'autres expériences qui ont suivi des cours différents (la Yougoslavie, la Chine, Cuba) mais aussi parce que le courant chaviste affirme que sa proposition est différente de celle de Marx, étant donné qu'elle répond à une réalité différente.

Il nous paraît préférable de procéder, d'une certaine manière, par la voie négative, c'est-à-dire, d'analyser les politiques et les mesures centrales avancées par le chavisme et de vérifier si elles représentent ou non une rupture avec le système capitaliste-impérialiste.

La politique du chavisme

➔ **Dette externe.** Le Venezuela est un des meilleurs payeurs latino-américains. Durant ses huit premières années, le gouvernement de Chavez a payé un total de 24,8 milliards de dollars (chiffre supérieur à la dette héritée des gouvernements antérieurs). En 2006 seulement, il a payé environ 6,5 milliard et il est le pionnier de la dernière mode du « paiement anticipé ». En outre, le chavisme se conforme aussi à la politique promue par l'impérialisme de changer une partie de la dette externe (les bons du plan Brady) par de nouveaux bons, qui sont comptabilisés maintenant comme « dette publique interne » (entre 1998 et 2004, cette dernière a crû, pas-

sant de 5,48 milliards de dollars à 15,19). En quoi cette politique est-elle différente de celle d'autres gouvernements de pays capitalistes semi-coloniaux du continent ?

➔ **Politique pétrolière.** Il s'agit d'un secteur clef parce que c'est la base de l'économie vénézuélienne. Ailleurs dans ce numéro de *Courrier International*, nous analysons plus spécifiquement la politique chaviste pour le secteur pétrolier. Nous arrivons à la conclusion que le résultat de la politique chaviste est que PDVSA soit aujourd'hui dans une situation très semblable à celle de Petrobras, de Petroecuador, d'YPFB et d'autres entreprises latino-américaines du secteur. Le monopole étatique est rompu et on a avancé, par différentes voies, dans un processus de privatisation en faveur des entreprises étrangères.

➔ **Investissements étrangers.** Au delà des péripéties économiques conjoncturelles, la politique du chavisme a été d'offrir les meilleures conditions pour l'investissement impérialiste. Par exemple, l'art. 6 de la Loi sur la Promotion et la Protection d'Investissements stipule : « *Les investissements internationaux auront droit à un traitement juste et équitable, conformément aux normes et aux critères du droit international, et elles ne feront pas l'objet de mesures arbitraires et discriminatoires qui empêchent leur maintien, gestion, utilisation, bénéfice, extension, vente ou liquidation* ». C'est pourquoi le député chaviste Ricardo Sanguin, vice-président de la Commission de Finances de l'Assemblée Nationale, déclare que, grâce à la politique mise en oeuvre par le gouvernement « *le Venezuela est dans les meilleures conditions pour l'investissement étranger* ». C'est ce qui se voit clairement, comme nous l'avons signalé, dans l'industrie automobile.

➔ **Salaires et conditions de travail.** Actuellement, le salaire minimal (perçu par la majorité des travailleurs) est de 250 dollars, alors qu'un panier plus ou moins complet des besoins d'une famille est estimé à 650 dollars. Le gouvernement le met à jour périodiquement selon l'inflation mais il n'y a pas eu une amélioration réelle, malgré les grandes recettes pétrolières que le pays reçoit. Les conditions de travail sont, en général, très mauvaises, dans des usines désuètes

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

qui n'ont pas reçu d'investissements importants durant les dernières années. Disons, finalement, que 50% de la population active se débrouille pour son compte ou reste dans l'économie informelle, sans que cette réalité ait connu quelque changement avec le gouvernement chaviste.

En quoi cette politique est-elle différente de celle appliquée par les gouvernements des pays capitalistes semi-coloniaux du continent, comme ceux de Lula, Kirchner, Tabaré Vázquez, etc. ?

→ Des pas vers le socialisme ?

Chavez présente deux aspects importants de sa politique comme des pas vers le socialisme.

→ **Les nationalisations d'entreprises étrangères**, que nous analysons dans un autre article, et les « entreprises mixtes ». Toutefois, il s'agit de faits complètement normaux dans le système capitaliste, où il y a souvent la nécessité d'une association entre l'Etat bourgeois et les entreprises privées, ou que l'Etat se charge d'un certain secteur de l'économie parce que la marche des affaires le conseille de cette façon, à un moment déterminé. Si nous tirons toutes les conséquences du critère chaviste, nous devrions dire que tous les pays latino-américains ont des « éléments socialistes » parce qu'ils possèdent des entreprises étatiques, sans parler du fait qu'il y a aussi des entreprises étatiques dans des pays impérialistes comme la France, où les chemins de fer sont étatiques et où de grandes entreprises, comme Renault, l'ont été pendant longtemps.

→ **Les Missions**, à travers lesquelles une petite partie du revenu pétrolier se transforme en quelques bénéfices pour le mouvement de masses, ne peuvent pas non plus être considérées comme une expression d'une avancée vers le socialisme. Souvent, le capitalisme a utilisé ce mécanisme de « politiques compensatoires » pour amortir la lutte de classes et maintenir le système dans son ensemble. En ce sens, les *Missions* sont comparables à l'assurance au chômage de beaucoup de pays européens, aux subventions aux chômeurs en Argentine, à la « bourse famille » de Lula, etc.

indispensables

Jusqu'ici, nous avons vu que la politique appliquée par Chavez ne remet pas en question le cadre du capitalisme. Nous voulons maintenant signaler deux questions qui sont essentielles pour avancer réellement vers le socialisme, quel que soit le « modèle » qu'on essaye d'appliquer.

La première est **qu'une économie qui marche vers le socialisme doit supprimer l'axe autour duquel fonctionne le capitalisme (la recherche du profit par les bourgeois) et le remplacer par une planification économique étatique et centralisée, organisée pour satisfaire les besoins des travailleurs et des masses**. Pour que ce plan puisse fonctionner, il est nécessaire que l'Etat ait exproprié les branches principales de l'économie et en ait assumé le contrôle, sans quoi la bourgeoisie et l'impérialisme combattront et boycotteront de façon permanente les directives de cette planification économique. La possibilité d'intégrer les entreprises impérialistes et les grands groupes nationaux à la « construction du socialisme », comme le propose le chavisme, n'est qu'une chimère, dans le meilleur des cas. Aucune classe ou secteur social ne se laisse enlever ses privilèges sans réagir. Au contraire, il se bat féroce pour les défendre, comme le démontrent toutes les expériences historiques dans lesquelles, bon gré mal gré, on a essayé de le faire.

Et voilà ce qui nous mène à la seconde question centrale : il n'y a pas de façon d'aller vers le socialisme sans que, préalablement, l'armée de la bourgeoisie ait été mise en échec. Elle est le pilier fondamental de l'Etat et du système capitaliste, la dernière ressource chargée de défendre cet Etat et la propriété capitaliste, quand tous les autres mécanismes font faillite. Une longue liste d'expériences historiques le démontrent, que ce soit par la confirmation positive ou par la négative.

C'est pourquoi, sans détruire l'armée bourgeoise et construire une certaine forme d'organisation militaire des travailleurs et des masses, il n'y a aucune possibilité de liquider le capitalisme et d'entamer la construction d'un Etat de type nouveau. Ceci nous mène à un problème clef : Chavez ayant été d'abord un

haut officier de l'armée bourgeoise et étant aujourd'hui son chef suprême, peut-on espérer de lui qu'il promeuve sa destruction ? Evidemment non.

Au contraire, nous voyons que sa politique a été de recomposer et de fortifier l'armée bourgeoise, suite à la crise profonde qu'elle a connue après le massacre perpétré contre des manifestants en 1989 (entré dans l'histoire comme le *Caracazo*), et accentué encore avec l'échec du coup d'Etat de 2002 pour le renverser. Il a pardonné aux officiers qui ont dirigé ces coups d'Etat, accordé une forte augmentation de salaire pour les militaires (en les éloignant du niveau de vie de la majorité des Vénézuéliens), fournit de nouvelles armes et de ressources techniques à l'armée, etc.

Un programme pour le socialisme

Il n'est pas question ici de détailler dans toute son ampleur le programme de mesures que nous considérons nécessaires pour avancer réellement vers le socialisme, mais nous indiquerons celles que nous voyons comme essentielles. Il faut cesser de payer la dette externe et rompre avec le FMI, annuler les contrats signés par l'entreprise PDVSA avec les entreprises impérialistes et exproprier sans indemnisation les entreprises et les banques impérialistes et les grands groupes économiques vénézuéliens (comme Cisneros et Mendoza).

En outre, nous soutenons que tout le processus doit être sous le contrôle des travailleurs et du peuple pour que, dans leurs propres organisations (soviets, conseils ou assemblées populaires, etc.), ils discutent et résolvent démocratiquement comment appliquer les ressources et utiliser la richesse produite. En même temps, nous réitérons la nécessité de détruire l'armée bourgeoise et de former un corps militaire des travailleurs et des masses.

Actuellement, Hugo Chavez maintient une amitié étroite avec Fidel Castro. Toutefois, ils paraissent tous deux avoir oublié les enseignements de l'expérience cubaine de 1959-1961 elle-même. L'Armée Rebelle a mis en échec et détruit l'armée de Fulgencio Batista et a, par la suite, exproprié les entreprises de l'im-

(Suite page 14)

Deux mesures

(Suite de la page 13)

périalisme et de la bourgeoisie cubaine. C'est ce qui a été la base qui a permis que Cuba, alors un des pays les plus pauvres du continent, surmonte, en quelques années seulement, les pires fléaux du capitalisme comme la faim, la misère, l'analphabétisme et la mortalité infantile. La direction cubaine elle-même, dirigée par Fidel, a lamentablement restauré aujourd'hui le capitalisme

dans l'Île et beaucoup de ces fléaux commencent à réapparaître.

Il est clair que Chavez applique la politique de ce Fidel restaurationniste et non celle du Fidel révolutionnaire. C'est pourquoi, il ne va non seulement pas mettre en oeuvre ces mesures vers le socialisme mais s'y opposera. La conclusion est que le seul chemin réel pour avancer vers le socialisme au Ve-

nezuela sera par le biais de l'organisation et de la mobilisation révolutionnaire indépendante des travailleurs et des masses, en lutte contre le gouvernement de Chavez et sa politique.

(1) Le Manifeste Communiste commence par la phrase « *Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme.* »

Pourquoi nous nous opposons au PSUV

Alejandro Iturbe

Une des propositions les plus importantes de Chavez a été la formation du PSUV (Parti Socialiste Unique du Venezuela). Toutes les organisations et secteurs qui le soutiennent devraient s'y intégrer et être encadrés dans sa structure. Comme cette proposition a été faite avec l'annonce de « la phase de la construction du socialisme », le PSUV est présenté, y compris par son nom, comme l'organisation politique qui dirigerait cette phase. Nous pensons, au contraire, que les objectifs réels du PSUV, ainsi que son **contenu de classe** comme organisation, sont totalement différents.

Le « bonapartisme un peu spécial »

Ailleurs dans cette édition de Courrier International, nous analysons que le Venezuela est toujours un pays capitaliste semi-colonial et que la politique de Chavez ne prétend pas changer ce caracté-

rière, que Chavez dirige donc un appareil d'Etat et un régime politique dont l'objectif est de défendre le système capitaliste. **Le PSUV sera donc, dès sa formation, un parti bourgeois, construit à partir de l'Etat bourgeois et avec une direction bourgeoise, bien que sa base soit ouvrière et populaire.**

En réalité, le projet du PSUV n'est pas une nouveauté historique puisqu'il sera très semblable à ce qu'a été le péronisme argentin, le PRI mexicain ou les partis du nationalisme arabe. Ces partis dirigeaient un type de régime politique que Trotsky a appelé « bonapartisme sui generis » ou « bonapartisme un peu spécial ». Ils sont l'expression de bourgeoisies de pays arriérés qui cherchent un soutien dans le mouvement de masses pour essayer de compenser leur faiblesse face à l'impérialisme, afin de pouvoir exercer un chantage et obtenir une marge un peu plus grande d'« indépendance ».

Mais, en s'appuyant sur les masses, ils jouent avec le feu parce qu'il y a le sérieux danger que la mobilisation déborde vers un processus indépendant et révolutionnaire qui rompt le cadre de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi ils ont en même temps la nécessité impérieuse d'exercer un contrôle de fer sur ces masses, de construire des « digues de rétention » pour éviter ce débordement.

Ces mouvements emploient deux outils classiques pour contrôler la mobilisation du mouvement de masses. Le premier est la transformation de la structure syndicale en un appareil étatique totalement dominé par le gouvernement, par le biais de ses agents, et sans aucune marge (ou avec des marges très faibles) de démocratie ouvrière. L'autre outil clef est la construction d'un parti ultra-centralisé autour du « chef », ou du « haut commandement », avec des pouvoirs discrétionnaires. Les conquêtes, ou les concessions que ces gouvernements

(Suite page 15)

Le débat à l'intérieur du PRS et du CCURA

Les travailleurs vénézuéliens vivent un processus prometteur de réorganisation, dont l'expression la plus importante a été la construction d'une centrale syndicale, l'UNT (Union Nationale de Travailleurs) qui est en train d'empiéter de plus en plus sur la vieille CTV (Confédération des Travailleurs Vénézuéliens).

Dans ce cadre, des expériences ont aussi commencé à se développer, comme la construction du PRS (Parti de la Révolution et le Socialisme) et du CCURA (Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire), liée au PRS et avec beaucoup de poids à l'intérieur de l'UNT. Bien que les positions manifestées par la majorité de leurs dirigeants soient favorables au chavisme, plusieurs certaines des meilleurs militants ouvriers des derniers processus se sont regroupés dans ces deux organisations.

En ce moment, un débat se développe, tant dans le PRS que dans le CCURA, sur l'attitude à adopter concernant la proposition du PSUV. Le CCURA a même voté une résolution d'entrer au PSUV, bien qu'en posant quelques conditions. Par tout ce que nous avons analysé, nous croyons que ce serait une erreur complète que le PRS ou le CCURA entrent au PSUV et s'y dissolvent - ou même s'y intègrent comme courants ou tendances, comme le proposent des cadres importants de leur direction. Ceci signifierait la liquidation de ces expériences d'organisation indépendantes des travailleurs, pour entrer dans un parti bourgeois et se soumettre à la direction de la bourgeoisie.

Notre proposition est donc que le PRS et le CCURA se maintiennent hors du PSUV. Nous appelons tous les militants et courants qui agissent en leur sein à mener ensemble cette bataille, parce que c'est une nécessité des travailleurs et des masses vénézuéliennes pour avancer dans la construction des outils qui permettent que le processus révolutionnaire du pays avance réellement vers le socialisme.

(Suite de la page 14)

donnent aux masses, sont une façon de gagner leur adhésion et sont, à la fois, la justification de ce contrôle totalitaire.

L'exemple du péronisme

Un fait de l'histoire argentine montre clairement comment l'objectif de la direction bourgeoise est celui de contrôler et de discipliner les masses. Dans sa première victoire électorale, en 1946, Perón s'est basé sur le *Partido Laborista*, organisé à partir des syndicats et promu par la bureaucratie syndicale. Après le triomphe, Perón a dissout ce parti, a emprisonné plusieurs des principaux dirigeants qui se sont opposés à cette mesure, comme Cipriano Reyes, et a créé le *Partido Justicialista*, discipliné rigoureusement à sa direction personnelle. Le problème était que le *Partido Laborista*, malgré l'appui loyal à la candidature et au gouvernement de Perón, représentait un dangereux processus d'or-

ganisation ouvrière indépendante.

Une nécessité accentuée

Dans le cas du chavisme, cette nécessité de contrôler les masses s'est accentuée parce que celles-ci viennent de mener deux grandes mobilisations révolutionnaires indépendantes: le *Caracazo* (1989) et la lutte contre le coup d'Etat et le lock-out patronal (2002-2003). Dès lors, le véritable objectif du PSUV n'est pas de « promouvoir la révolution » ni de diriger « la phase de construction du socialisme » mais de museler et de discipliner le mouvement de masses sous la direction bourgeoise du Commandant Chavez et sa politique de freiner le processus révolutionnaire. Le premier pas pour cela est de discipliner tous les cadres et toutes les organisations « chavistes autonomes », en particulier l'UNT (Union Nationale des Travailleurs).

Notre proposition

C'est la raison pour laquelle nous nous opposons à l'entrée des organisations ouvrières au PSUV, surtout si elle est « obligatoire » ou « fortement recommandée » par l'Etat et le gouvernement. Nous défendons le droit de toutes les organisations politiques, sociales et syndicales de rester en dehors de ce parti.

En même temps, face à la proposition de former le PSUV, nous soutenons, au contraire, la nécessité de construire un parti des travailleurs, indépendant de tout secteur bourgeois, y compris le gouvernement chaviste. Dans ce cadre, nous avançons la nécessité de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire qui combat pour le véritable socialisme contre la politique du « chavisme » de maintenir le capitalisme au Venezuela.

Chavez est-il trotskyste ?

Récemment, la presse a publié un dialogue de Hugo Chavez avec celui qu'il vient de désigner comme Ministre du Travail, dans lequel le président vénézuélien manifeste sa sympathie avec le trotskysme et les idées de la révolution permanente.

En réalité, Chavez n'a rien de trotskyste et il ne base pas sa politique sur le concept de la révolution permanente, étant donné que ce concept est la théorie-programme que Léon Trotsky a élaboré pour orienter la révolution socialiste, tandis que Chavez maintient le Venezuela comme pays capitaliste.

Toutefois, il y a des trotskystes qui ont pris les mots de Chavez à la lettre. C'est le cas de la députée Luciana Genro, membre du Mouvement de la Gauche Socialiste (MES), un courant interne du PSOL brésilien. La députée a déclaré : « *Cela nous remplit de fierté que le président Chavez (...) ait affirmé qu'il est, lui aussi, trotskyste, de la ligne de Trotsky de la révolution permanente* ».

La réalité n'est pas que Chavez est devenu trotskyste mais, au contraire, que beaucoup de trotskystes sont devenus lamentablement chavistes.

(Suite de la page 9)

nisme et l'impérialisme, parce que c'est pour lui une question de survie. En face, des directions bourgeoises qui pactisent avec l'impérialisme dans l'espoir d'y

ramasser quelques miettes. Ainsi, à la Mecque, les directions palestiniennes ont tourné encore un peu plus le dos à leur peuple, se soumettant encore un peu plus au joug impérialiste. Le peuple

palestinien n'a rien à gagner à cet accord qui le jette un peu plus avant dans les griffes de l'impérialisme !

Fabrice

**Vive la lutte du peuple palestinien !
A bas le futur gouvernement d'union avec l'impérialisme !
Contre la chimère des « deux Etats » !
Pour une Palestine laïque et socialiste,
sur tout le territoire de la Palestine historique !**

Vie des sections de la LIT-QI - Italie



Le 17 février dernier, à Vicenza, s'est déroulée une importante manifestation contre la base militaire de l'OTAN installée dans cette ville du nord de l'Italie, et contre la politique de guerre du gouvernement Prodi qui a voté des crédits pour l'élargissement de ladite base. Cette manifestation, à retentissement national et international, a réuni quelque 200 000 personnes et obtenu un important succès politique, relayé par les media y compris en France. Le Parti d'Alternative Communiste, section italienne de la LIT-QI, s'est activement investi dans la préparation de cette manifestation, ses mots d'ordre ayant même été applaudis par les milliers de manifestants présents. Parmi les trois dernières interventions prononcées à la tribune au nom des comités contre la base militaire, très remar-

quée celle, précisément, d'un dirigeant du Parti d'Alternative Communiste, notre camarade Patrizia CAMMARATA, par ailleurs porte-parole du Comité des habitants et des travailleurs de Vicenza Est. Vous pouvez écouter un extrait (en italien) de l'intervention de Patrizia sur le site dudit Comité, <http://www.altravicenza.it>.

Nous publions ci-dessous l'appel lancé par nos camarades du Parti d'Alternative Communiste, section italienne de la LIT-QI.

DEHORS, LA BASE US GREVE GENERALE CONTRE LE GOUVERNEMENT DE GUERRE

Le gouvernement Prodi a adopté une Loi Financière « larmes et sang ». D'une part, amputation des dépenses sociales et de santé ; d'autre part, augmentation de la dépense militaire. Un budget qui prévoit, en effet, l'élargissement de la base militaire de Sigonella, l'hébergement d'une flotte de guerre US dans le port de Palerme, l'achat d'une énorme usine d'armement américaine à Cameri, la construction d'une nouvelle (et plus grosse) base militaire US à Vicenza, la reconduction des crédits pour la mission en Afghanistan. Dans les faits, les missions impérialistes (dont celle au Liban) sont-elles renforcées grâce au gouvernement Prodiste de l'Union.

Parmi les parlementaires qui annoncent leur présence à la manifestation d'aujourd'hui, nombreux sont ceux qui ont construit leur propre carrière politique alors qu'ils étaient dans l'opposition, sur la base du non à la guerre, de la non-violence et du pacifisme. Les mêmes, désormais dans la majorité, non contents d'avoir voté la Loi de Finances (véritable massacre social), ont de surcroît soutenu le gouvernement Prodi dans sa volonté d'installer une nouvelle base US à Vicenza.

aux jutes verbales entre centre-droit et centre-gauche et, par ailleurs, à la capitulation, de plus en plus évidente, de la gauche parlementaire (PRC, PDCCI, Verts, Gauche) vis-à-vis de la politique extérieure d'un gouvernement que, de leur part, les manifestants de Vicenza définissent très justement comme un «gouvernement de guerre».

Le vote du Sénat sur l'élargissement de la Base US de Dal Molin a démasqué, pour la énième fois, ces parlementaires

soi-disant «auto suspendus», leur démagogie, leur duplicité idéologique : au moment crucial, en dépit de leurs déclarations publiques grandiloquentes et leurs manèges «auto suspensifs», ces gens-là n'ont présenté aucune motion pour dire NON à la Base US de Dal Molin. En revanche, ils ont voté une motion «prenant acte» des décisions du gouvernement ; motion aménagée d'un appel démagogique à une «conférence sur les servitudes militaires». Mais les faits, qui sont têtus, démontrent une fois



Aussi, au Sénat avons-nous pu assister

(Suite page 17)

(Suite de la page 16)

de plus la vacuité politique de la «pression de la gauche» du gouvernement, ainsi que l'escroquerie de la politique «de lutte et de gouvernement».

Pour les communistes, il est grand temps de rompre tous liens organisationnels avec les partis de la gauche gouvernementale !!!

Entre-temps, 95 entreprises italiennes ont déjà répondu à l'offre de marché public sur le projet Dal Molin. Un marché évalué à 300 millions d'euros (390 millions de dollars) et qui, selon certains, pourrait frôler le «milliard de dollars» d'ici 2011. Parmi les principales entreprises, on évoque surtout la «triade

rouge» de la Ligue des Coopératives, proche des DS et du gouvernement de centre-gauche, c'est-à-dire des sociétés de construction comme CCC (Venise), CMC (Ravenna) et CMR (Ferrare), ainsi que Pizzarotti&C (Parma), une des plus actives dans le domaine des bases US.

Tel que nous l'ont démontré l'expérience contre le TAV ⁽¹⁾ en Val de Susa, et celle contre les lois sur la précarité en France, pour une issue victorieuse, la lutte doit s'étendre et mobiliser les travailleurs et les masses populaires pour arriver à un arrêt de la production.

Le Parti d'Alternative Communiste est né d'une scission du PRC (ex gauche de Refondation) qui a rompu avec le parti

de Bertinotti, justement, quand ce parti a décidé de rejoindre le gouvernement Prodi. Le Parti d'Alternative Communiste appelle donc les travailleurs de la CGIL⁽²⁾, de la CUB⁽³⁾ et de tout le syndicalisme de base à faire pression sur leurs propres organisations syndicales pour aller, le plus rapidement possible, vers la proclamation d'une grève générale contre les politiques néocolonialistes et de guerre de ce gouvernement.

A Vicenza, le 17 février 2007.

(1) TAV, Treno di Alta Velocità : le TGV en Italie.

(2) CGIL, et (3) CUB : organisations syndicales italiennes.



Dehors les bases militaires US et OTAN !

Non à la base militaire US à Vicenza !

Fermeture et reconversion civile de toutes les bases militaires existant dans le pays !

Retraite immédiate des militaires basés au Liban, en Afghanistan et dans tout autre pays !

Grève générale contre les politiques économique et extérieure du gouvernement !

**Le site web du GSI :
<http://www.gsi-litqi.org/>**

Solidarité avec les travailleurs guinéens en lutte

Depuis le 10 janvier, à l'appel des syndicats, les travailleurs et la jeunesse de Guinée sont en grève. Dans cet ancien « fleuron » des possessions coloniales françaises, la situation est en effet devenue insupportable pour la population. Aujourd'hui, par exemple, le salaire d'un enseignant guinéen ne lui permet même pas de se procurer le nécessaire.

La surexploitation des ressources naturelles de Guinée (principalement minières, à l'exemple de la bauxite), de la part des pays impérialistes, est rendue possible par le maintien d'un régime favorable aux appétits des entreprises occidentales. Après la dictature sanglante de Sékou Touré (1958-1984), c'est Lansana Conté, ancien officier de l'armée française, qui a pris les rênes du pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire. En usant du soutien des impérialismes et en attisant certaines rivalités « ethniques », notamment au sein de l'armée, le président Conté a su contenir la colère des masses alors qu'elles s'enfonçaient dans la misère.

En décembre dernier, les rivalités internes au gouvernement ont conduit à l'arrestation du symbole de la corruption en guinée : Mamadou Sylla, homme d'affaires et président du patronat guinéen. Ami personnel de Conté, il fut relâché en début d'année. Pour les travailleurs guinéens, ce fut l'insulte de trop.

Dans l'unité la plus large (travailleurs, étudiants, chômeurs...), les masses se sont mobilisées autour des revendications avancées par les principales centrales syndicales : hausse des salaires et baisse des prix. Rapidement, la plate-

forme revendicative s'est modifiée, pour attaquer le régime corrompu : démission de Lansana Conté, nomination d'un nouveau gouvernement « compétent et intègre ».



La mobilisation a rapidement gagné en ampleur pour paralyser le pays par la grève générale. La réponse du pouvoir ne se fit pas attendre : le lundi 22 janvier, au treizième jour de grève générale, la manifestation à Conakry, véritable démonstration de force des travailleurs (plusieurs dizaines de milliers de personnes), est réprimée dans le sang, l'armée et les miliciens appelés par Conté ouvrant le feu sur les manifestants. Le bilan sera de 18 morts et plus de 150 blessés. La grève générale a ouvert une situation insurrectionnelle et, à ce jour, la répression a fait plus de 120 morts.

Cependant, la détermination des grévistes reste totale : les témoignages accessibles et les déclarations des dirigeants grévistes prouvent la combativité du prolétariat guinéen. Lequel répond à la fermeté du pouvoir par des slogans tels que « vive la liberté », « vive la jeunesse », « mort aux traîtres... ». Des cas

de fraternisation entre l'armée et les grévistes ont été rapportés, et les partis d'opposition, jusqu'ici plutôt silencieux, ont rallié la mobilisation. Enfin, depuis le 12 février, le gouvernement a décrété l'état de siège.

Que les syndicats guinéens aient été contraints de porter des revendications politiques, c'est la conséquence du long silence des organisations d'opposition mais, principalement, le fait de l'absence d'un parti révolutionnaire internationaliste, seul à même de combattre jusqu'au bout l'impérialisme et ses valets nationaux. La mobilisation des travailleurs guinéens doit conduire le prolétariat des pays impérialistes à agir pour la construction d'une internationale puis-

sante, sur les bases programmatiques posées par Léon Trotsky, la seule qui pourrait permettre l'unité mondiale des travailleurs, et donc le succès de leurs luttes nationales.

Aujourd'hui, il est du devoir de toute organisation se réclamant du mouvement ouvrier de manifester son soutien à la lutte des travailleurs guinéens, une lutte exemplaire à l'échelle d'un continent ensanglanté par des années de pillage impérialiste.

Rémy

Dernière minute : 23/02/2007, suite au rejet par le parlement de la demande de poursuite de l'Etat de siège posée par Lansana Conté (ce qui prouve la panique régnant dans institutions, le parti de Conté étant très largement majoritaire au sein du parlement), les syndicats ont annoncé la poursuite de la grève. Après plus d'un mois de mobilisation, la détermination des grévistes est intacte.

Solidarité avec les travailleurs guinéens !

Satisfaction immédiate et sans conditions de leurs revendications !

Impérialistes hors de Guinée et d'Afrique !

A bas l'impérialisme !

Contactez le GSI - nouvelle adresse de courriel : contact@gsi-lit-qi.org

Nahuel Moreno :

les 20 ans de sa mort

Ce 25 janvier marque le 20^{ème} anniversaire de la mort du militant révolutionnaire Hugo Bressano Capacete, connu comme Nahuel Moreno, de son nom politique. Au cours de sa longue trajectoire dans le trotskysme, Moreno a fondé ou contribué à fonder plusieurs organisations politiques, tant dans son pays, l'Argentine, qu'en Amérique Latine et en Europe.

De plus, face à la nécessité d'étudier et de comprendre les phénomènes politiques mondiaux, pour orienter les militants de son courant, Moreno a réalisé une grande tâche d'auteur, donnant lieu à de nombreux livres, essais, documents et lettres. Aussi, a-t-il développé des apports importants à la théorie marxiste et abordé des sujets comme la logique et la méthode d'interprétation de l'Histoire.

En 1982, il a fondé notre organisation internationale, la Ligue Internationale des Travailleurs Quatrième Internationale, dont il a été le principal dirigeant jusqu'à sa mort. A la fin de sa vie, Moreno a considéré que cette fondation avait été sa tâche la plus importante. En effet, comme le journaliste et militant trotskyste britannique, Peter Fryer, l'a souligné à la mort de Moreno, la LIT-QI est « *le monument vivant* » de la trajectoire de ce militant révolutionnaire.

Pour sa part, Ernest Mandel, dirigeant trotskyste belge bien connu, vis-à-vis duquel Moreno avait mené des dures polémiques théoriques et politiques, envoya une lettre au rassemblement qui eut lieu à Buenos-Aires, le lendemain de la mort de Moreno. Dans son message, Mandel disait que Moreno avait été « *un des derniers représentants de cette poi-*



gnée de cadres dirigeants trotskystes qui, après la Seconde Guerre Mondiale, ont maintenu la continuité de la lutte de Léon Trotsky, dans des circonstances difficiles ».

Nous coïncidons avec cette définition de Mandel et nous estimons par ailleurs que, parmi cette « *poignée de cadres* », Moreno a été celui qui a le mieux représenté la continuité de la lutte du trotskisme. Cependant, nous n'oublions pas

un instant que Moreno lui-même, en évaluant sa trajectoire, avait conclu que son bilan comportait « *une grande quantité d'erreurs et quelques succès* ». Malgré ce bilan profondément autocritique, nous pensons que, à ce jour, la contribution de Moreno reste la plus importante qui soit dans cette tâche historique et inachevée : la reconstruction de la IV^{ème}

Internationale en tant que direction capable de conduire les masses dans la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

En ce 20^{ème} anniversaire de sa mort, la LIT-QI a décidé d'organiser, au cours de 2007, l'Année Nahuel Moreno, avec notamment une prochaine édition spéciale de la revue « *Le Marxisme Vivant* », consacrée à sa trajectoire politique et sa tâche de construction de l'Internationale. Aussi, des rassemblements, des séminaires, etc., seront organisés dans différents pays. Des activités dont toutes

informations utiles paraîtront sur notre site.

Nous publions ci-après un article de Moreno écrit en 1985, « *Etre trotskyste aujourd'hui* », où il explique que, à son avis, le trotskisme se manifeste dans la lutte contre le capitalisme et contre la bureaucratie des (anciens) Etats Ouvriers ; une lutte qui se concrétise dans la construction de la IV^{ème} Internationale.

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Etre trotskiste aujourd'hui

Nahuel Moreno

Dans les grandes lignes, cela signifie défendre les positions de principe du socialisme, du marxisme. C'est-à-dire, à mon avis, que les trotskistes sont de nos jours les seuls défenseurs des véritables positions marxistes.

Commençons par comprendre ce que signifie être véritablement marxiste. Nous ne pouvons pas en faire un culte, comme il a été fait de Mao ou de Staline. Etre trotskiste aujourd'hui ne signifie pas être d'accord avec tout ce que Trotski a dit ou écrit, mais savoir le critiquer ou le dépasser, tout comme par rapport à Marx, à Engels ou à Lénine, parce que le marxisme aspire à être scientifique, et la science enseigne qu'il n'y a pas de vérités absolues. Etre trotskiste est donc d'abord être critique, y compris du trotskisme.

Dans son aspect positif, être trotskiste c'est répondre à trois analyses et positions claires, concernant le programme.

Premièrement : tant que le capitalisme existera dans le monde ou dans un pays, il n'y a absolument pas de solution de fond, pour aucun problème : ni pour l'éducation, ni pour l'art, ni pour les problèmes plus généraux de la faim, de la misère croissante, etc.

Il en découle, bien que ce ne soit pas exactement la même chose, le besoin d'une lutte sans merci contre le capitalisme, jusqu'à son renversement, pour imposer un nouvel ordre économique et social dans le monde. Un ordre qui ne peut être autre que le socialisme.

Deuxièmement : dans les régions où la bourgeoisie a été expropriée (je parle de l'URSS et de tous les pays qui se disent du socialisme), il n'y a pas d'issue possible si l'on n'impose pas la démocratie ouvrière. Le «grand mal», la syphilis du mouvement ouvrier mondial est la bureaucratie, les méthodes totalitaires qui

existent dans ces pays, ainsi que dans les organisations ouvrières, les syndicats et les partis qui se revendiquent comme étant de la classe ouvrière, et qui ont été corrompus par la bureaucratie. C'est un grand succès de Trotski qui, le premier, a employé ce terme qui de nos jours a une acception universelle ; tous parlent de bureaucratie, parfois même les dirigeants de ces états que nous appelons ouvriers. Tant qu'il n'y aura pas la plus vaste démocratie, le socialisme n'aura pas commencé de se construire. Le socialisme n'est pas seulement une construction économique. Le trotskisme est le seul qui ait fait cette analyse. Il a aussi été le seul qui ait tiré la conclusion de la nécessité de faire une révolution dans tous ces états, ainsi que dans les syndicats, pour



obtenir la démocratie ouvrière.

Troisièmement, une question décisive : le trotskisme est le seul qui soit conséquent face à la réalité économique-sociale mondiale actuelle, où un groupe de grandes compagnies transnationales domine pratiquement toute l'économie mondiale. A ce phénomène économique-social, il faut répondre avec une organisation et une politique internationales.

Dans cette époque de mouvements nationalistes, qui jugent que tout se résout dans le pays même, le trots-

kisme est le seul qui dise qu'il n'y a de solution qu'à l'échelle de l'économie mondiale et par l'installation du nouvel ordre qui est le socialisme. Pour cela, il est nécessaire de reprendre la tradition socialiste, l'existence d'une internationale socialiste qui assumera la stratégie et la tactique pour obtenir la défaite des grandes transnationales dominant la planète, pour inaugurer le socialisme qui sera mondial ou ne sera pas.

Si l'économie est mondiale, il doit y avoir une politique et une organisation mondiale des travailleurs pour que, d'une part, tout pays qui fait sa révolution étende cette révolution à l'échelle mondiale ; pour que, d'autre part, ces révolutions apportent chaque fois davantage de droits démocratiques à la classe ouvrière, afin que celle-ci puisse prendre son destin en mains par le biais de la démocratie.

Le socialisme ne peut pas être autre que mondial. Toutes les tentatives de faire un socialisme national ont échoué, parce que l'économie est mondiale et qu'il ne peut y avoir de solution économique-sociale des problèmes à l'intérieur des étroites frontières nationales d'un pays.

Ce qu'il faut mettre en échec, ce sont les transnationales à l'échelle mondiale pour entrer dans l'organisation socialiste mondiale.

C'est pourquoi, ce qu'est le trotskisme de nos jours peut être ainsi synthétisé : les trotskistes sont les seuls dans le monde à avoir une organisation mondiale, petite, faible..., tout ce que vous voudrez, mais la seule internationale existante, la Quatrième Internationale, qui reprend les traditions des internationales précédentes et les remet à jour face aux nouveaux phénomènes, selon une vision marxiste et la nécessité d'une lutte internationale.